



UN MOMENT CRUCIAL : LE SCRS SORT DE L'OMBRE POUR PROTÉGER LES SECTEURS BIOPHARMACEUTIQUE ET DES SOINS DE SANTÉ DU CANADA PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Innovation et leadership de la fonction
publique pendant la pandémie de COVID-19

CATHERINE LATHEM

23 NOVEMBRE 2020





À PROPOS DU FORUM DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bonnes politiques. Meilleur Canada. Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différentes parties prenantes pour le processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des questions et apporter de nouveaux points de vue ainsi que de nouvelles idées dans des débats cruciaux sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques est essentielle à la création d'un Canada meilleur – un pays cohésif, prospère et sûr. Nous y contribuons en :

- Réalisant des recherches sur des questions cruciales;
- Favorisant des dialogues sincères sur des sujets de recherche;
- Célébrant le travail de leaders exceptionnels

Notre approche, appelée « de l'inclusion à la conclusion », mobilise des interlocuteurs, connus ou non, qui nous aident à tirer des conclusions afin de cerner les obstacles à la réussite et de trouver des pistes de solutions. Le FPP est un organisme de bienfaisance indépendant et non partisan qui compte parmi ses membres différents organismes privés, publics et à but non lucratif.

© 2020, Forum des politiques publiques
1405 - 130, rue Albert
Ottawa, ON, Canada, K1P 5G4
613 238-7858

ppforum.ca

[@ppforumca](https://www.instagram.com/ppforumca)

REMERCIEMENTS À NOS PARTENAIRES

Canada 

La Wilson Foundation

LAWSON
FOUNDATION

 Microsoft

PAR CATHERINE LATHÉM

UN MOMENT CRUCIAL : LE SCRS SORT DE L'OMBRE POUR PROTÉGER LES SECTEURS BIOPHARMACEUTIQUE ET DES SOINS DE SANTÉ DU CANADA PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

C'était un monde que nous n'avions jamais connu auparavant. La panique s'est emparée de nous. Les questions se sont multipliées. Le nombre de morts augmentait. Le tueur était invisible, silencieux et impitoyable. L'arme : une pandémie qui balayait le monde comme un raz-de-marée. L'ennemi avait un nom : la COVID-19. La santé et l'économie du monde étaient à la merci de ce méchant et dangereux virus. La question que se posaient les gouvernements : comment stopper la COVID-19? La réponse : un vaccin.

Le monde a été informé que la mise au point d'un vaccin pourrait prendre des mois, voire des années. Les chercheurs en santé et les scientifiques à travers le monde ont entamé un travail méthodique qui consistait à décortiquer ce virus complexe. Le message public des dirigeants mondiaux était clair : la collaboration était indispensable et les pays devaient travailler de concert pour lutter contre la COVID-19. La réalité était toutefois bien différente. Il s'agissait d'une course. Il y avait beaucoup d'argent en jeu et chaque gouvernement voulait détenir la clé d'un éventuel traitement. Le Canada n'était pas en reste.

La suite des événements allait se dérouler comme un véritable film d'espionnage. Les entreprises et les universités canadiennes constituaient la cible de l'espionnage étranger. Des individus mal intentionnés s'infiltraient dans nos laboratoires dans l'espoir de voler nos précieuses recherches sur les vaccins. La situation était si grave que le service de renseignement ultra secret du Canada a été obligé de sortir de l'ombre pour avertir les personnes les plus exposées.

Le 23 mars, le gouvernement fédéral a annoncé des investissements considérables en faveur des entreprises biopharmaceutiques et des chercheurs canadiens pour aider à la mise au point d'un vaccin. Tout cela s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie nationale de recherche médicale de plus d'un milliard de dollars.

« Nous finançons près de 100 équipes de recherche qui mettent l'accent sur le développement rapide de méthodes efficaces pour diagnostiquer, traiter et prendre en charge les patients atteints de COVID-19 », a déclaré à l'époque la ministre de la Santé du Canada, Patty Hajdu.

Le gouvernement fédéral a cité les entreprises du secteur privé et les instituts de recherche qui se partageront un investissement de 275 millions de dollars. AbCellera, une société de biotechnologie basée à Vancouver, a été à l'avant-garde de la fabrication de médicaments à base d'anticorps pour traiter et prévenir la COVID-19. Medicago, une société biopharmaceutique basée à Québec, avait mis au point un vaccin candidat viable à base de plantes. Considéré comme l'un des centres de recherche sur les maladies infectieuses les plus avancés au monde, le Vaccine and Infectious Disease Organization –International Vaccine Centre (VIDO-InterVac) de l'Université de Saskatchewan a reçu des millions pour soutenir la mise au point de vaccins et renforcer la capacité d'essais cliniques. Le Conseil national de recherches du Canada a reçu 15 millions de dollars pour moderniser ses installations de Montréal. BlueDot, une entreprise de santé numérique basée à Toronto, a reçu un financement pour aider le gouvernement à modéliser et à surveiller la propagation de la COVID-19.

Les espoirs du Canada en matière de vaccins ont été placés directement sur les épaules de ces chercheurs, le premier ministre Justin Trudeau les qualifiant de chercheurs « les plus compétents et plus brillants » au monde.

Le talent du Canada et ses recherches étaient enviés à travers le monde. Très vite, il est apparu que d'autres pays voulaient mettre la main sur ces recherches canadiennes.

« Nous observions cela en temps réel, tout en recueillant des renseignements et en voyant les activités se dérouler », explique Alex, analyste principal du renseignement de l'Unité de contre-espionnage et de sécurité économique du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Dans ce récit, nous n'utiliserons que des prénoms pour parler de lui et d'autres personnes afin de protéger leur identité.

« J'ai vu les activités de la fin mars s'accélérer jusqu'en avril ».

On pense que ces « activités » proviennent des pays que le SCRS considère comme les « suspects habituels », à savoir la Chine et la Russie. Les menaces parrainées par des États étrangers allaient du cyberespionnage au renseignement humain. Dans certains cas, il s'agissait d'espions étrangers se faisant passer pour des chercheurs. La crainte était qu'ils accèdent eux-mêmes à la recherche canadienne sur les vaccins ou qu'ils essaient de recruter des initiés. S'ils y parvenaient, toutes les recherches révolutionnaires sur lesquelles les Canadiens et Canadiennes ont travaillé seraient volées et utilisées par ces gouvernements étrangers pour effectuer la rétro-ingénierie du vaccin. Ces gouvernements étrangers seraient alors les premiers à mettre le produit sur le marché. Tout cela représenterait une perte énorme non seulement pour les chercheurs canadiens, mais aussi pour l'économie du pays.

« Les espions ne portent plus des imperméables », déclare René Ouellette, directeur général du Programme de liaison-recherche et de collaboration avec les intervenants du SCRS, « ils portent des blouses de laboratoire ».

Selon M. Ouellette, certaines de ces entreprises étrangères parrainées par des États sont aussi, semble-t-il, des investisseurs « au-dessus de tout soupçon ». Le problème est qu'une fois qu'une entreprise canadienne accepte de recevoir un financement, l'investisseur peut alors avoir accès à ladite entreprise, permettant ainsi à ces gouvernements étrangers de bénéficier de toute cette recherche canadienne.

« Les organisations canadiennes devraient avoir connaissance de la situation géopolitique des pays dans lesquels les entreprises avec lesquelles elles font des affaires sont situées », prévient M. Ouellette, « les entreprises au Canada veulent s'assurer qu'elles peuvent faire confiance aux entreprises étrangères avec lesquelles elles traitent ».

« Vous devez vous assurer que les fruits de votre recherche sont protégés, que vous en bénéficiez et que le Canada en tire profit. Si vous ne faites pas attention à ces contrats de concession de licence et aux cadres juridiques et réglementaires dans lesquels vos partenaires internationaux opèrent, vous risquez de ne plus pouvoir contrôler votre propriété intellectuelle ».

Comme le dit le directeur du SCRS, David Vigneault, « le SCRS n'est pas une organisation secrète. Le SCRS est une organisation qui garde des secrets ». Son travail a toujours consisté à protéger les secrets militaires, parlementaires et ministériels canadiens. Les enquêteurs du SCRS recueillent ensuite des renseignements classés ultra-secrets susceptibles de mettre notre pays en danger, et les partagent avec les Canadiens et Canadiennes détenant l'un des rangs les plus élevés et ayant la plus haute cote de sécurité. Mais au fil des ans, le SCRS a remarqué un changement.

« Certes, le jeu traditionnel d'espion contre espion existe toujours, mais maintenant si un gouvernement étranger cherche à voir progresser son intelligence artificielle pour soutenir sa recherche et son développement militaire, il ne s'en prendra pas au gouvernement du Canada, mais aux chercheurs de haut niveau en IA qui travaillent dans des endroits comme le centre-ville de Toronto », explique M. Ouellette.

« Le secteur pharmaceutique est dans notre ligne de mire depuis plusieurs années, mais dans une portée limitée », ajoute Alex. « Il y a eu de l'espionnage et de l'influence étrangère contre ce secteur, tout comme la plupart des secteurs de l'économie du savoir, mais cela a vraiment changé lorsque la pandémie a frappé. Nous avons constaté une augmentation considérable des activités de menace à des niveaux sans précédent ».

Nombre des chercheurs canadiens ciblés par ces espions étrangers ne savaient pas qu'ils étaient éventuellement attaqués. Ils devaient être avertis. Mais comment pourraient-ils l'être? Rappelez-vous que toutes les activités de menace relevées par le SCRS étaient liées aux renseignements classifiés. La divulgation des renseignements secrets pourrait révéler la source de ces renseignements et mettre la source ou le Canada en danger. Les chercheurs, qui étaient tous dans des entreprises du secteur privé et dans des laboratoires universitaires, n'avaient aucune habilitation de sécurité et n'avaient pris aucun engagement à

garder les secrets du pays. Le SCRS était en territoire inconnu et devait agir rapidement, car ces scientifiques risquaient de tout perdre.

« C'était une course pour atteindre ces entreprises avant nos adversaires », se souvient M. Ouellette.

« Depuis l'arrivée de M. Vigneault au poste de directeur du SCRS en 2017, l'un de ses axes de réflexion est de savoir comment rendre le service plus réactif et plus moderne afin qu'il puisse établir des relations et collaborer avec les secteurs privé et universitaire, ainsi que les ONG, pour leur parler du nouveau contexte de menace géopolitique dans lequel nous vivons », explique M. Ouellette.

L'Unité de la participation des parties prenantes du SCRS a été créée en novembre 2019 et faisait ses premiers pas sous la direction de Tricia Geddes, directrice adjointe des politiques et des partenariats stratégiques. Le travail était en cours de réalisation lorsque M. Vigneault a approché M. Ouellette pour lui confier une tâche directe et immédiate au début de 2020.

« En février, dit-il, vous allez être très occupé », se souvient M. Ouellette, « nous commençons à voir de nombreuses activités et nous devons sortir pour prévenir nos scientifiques et nos chercheurs médicaux. Ils doivent protéger leur propriété intellectuelle ».

Les activités de menace augmentaient. Les secteurs essentiels des sciences de la vie impliqués dans la riposte du Canada à la COVID-19 étaient de plus en plus menacés par l'ingérence étrangère et l'espionnage. Le SCRS a lancé un effort de sensibilisation à l'échelle nationale, rassemblant les employés de tout le pays.

« Nous travaillions à distance à l'époque en raison de la pandémie », explique Jacqueline depuis son domicile d'Edmonton. « Le moment était vraiment tout indiqué pour rejoindre une nouvelle équipe et lancer un nouveau programme ».

Jacqueline était la toute nouvelle membre de l'équipe chargée de la participation des parties prenantes. Son travail : cerner les entités de recherche, les laboratoires universitaires et les réseaux de santé à travers le pays qui participent à la riposte du Canada à la pandémie. Elle devra évaluer ceux qui sont à la pointe de la mise au point de vaccins et de traitements, et qui sont considérés comme les plus vulnérables aux menaces d'espionnage et d'ingérence étrangère. Les agents de liaison et de renseignements du SCRS ont alors déployé des efforts coordonnés à l'échelle nationale, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve, pour communiquer avec ces entités et les sensibiliser à la menace.

« Pour nous, il s'agissait en quelque sorte d'une course pour essayer de savoir qui étaient toutes ces entreprises impliquées dans ce domaine et de les joindre avant qu'il ne soit trop tard.

Fin mars, ces gouvernements étrangers ont intensifié leurs activités de menace, mettant en place des tactiques pour voler les laboratoires de recherche canadiens. Les organismes de sécurité canadiens

travaillant en collaboration avec le SCRS s'en sont rendu compte. C'est alors que le Centre canadien pour la cybersécurité a lancé une alerte pour mettre en garde les organismes de santé canadiens contre les cybermenaces. La déclaration se lit en partie comme suit :

« Le Centre pour la cybersécurité estime que la pandémie de COVID-19 constitue un risque important pour la cybersécurité des organismes de santé canadiens qui prennent part aux mesures nationales d'intervention visant à contrer la pandémie. En l'occurrence, le Centre pour la cybersécurité recommande instamment que ces organismes demeurent vigilants et s'assurent de mettre en œuvre les pratiques exemplaires en matière de cyberdéfense, notamment, assurer une surveillance accrue des journaux réseau, rappeler aux employés d'être à l'affût des tentatives d'hameçonnage, et veiller à ce que les serveurs ainsi que les systèmes essentiels aient reçu les plus récents correctifs permettant de colmater les failles de sécurité ».

C'est ici qu'Alex intervient. En tant qu'analyste principal du renseignement, Alex informe généralement les représentants du gouvernement ayant une habilitation de sécurité de haut niveau sur les renseignements classifiés recueillis par les enquêteurs du SCRS. Ce serait différent cette fois-ci.

« Notre zone de confort au Service consiste à fournir des renseignements, des analyses et des conseils aux clients du gouvernement, du niveau opérationnel jusqu'aux ministres et au cabinet du premier ministre », déclare Alex avant d'ajouter : « C'est un nouveau rôle pour moi de sortir de l'ombre et d'être si proche du public ».

C'était une première. Une étape cruciale pour le SCRS.

« C'est un changement fondamental », déclare Alex. « Nous avons réalisé l'importance de la R et D pour le Canada et nous nous sommes rendu compte que nos conseils traditionnels, qui ne s'adressaient qu'au gouvernement, n'allaient pas régler le problème. Les enjeux liés à la vie des Canadiens et Canadiennes exigeaient que nous fassions rapidement volte-face et que nous fassions quelque chose d'inhabituel pour nous ».

Cela signifierait que des analystes comme Alex et ses collègues devraient prendre ces renseignements « classés », les aseptiser et les rendre « non classés », afin que les PDG des entreprises et les chercheurs des laboratoires puissent les consulter.

La Direction de l'évaluation du renseignement du SCRS a élaboré un cadre appelé *Four Gates of Economic Security*, qui met en évidence la façon dont ces entreprises et instituts de recherche peuvent être ciblés. Ce cadre comprend les importations et les exportations, les investissements, le savoir et les licences.

| Importations et exportations | Investissements | Savoir | Licences |
|--|--|--|---|
| Les gouvernements étrangers ont pris des mesures (interdictions d'exportation) qui menacent de perturber ou de manipuler les chaînes d'approvisionnement du Canada en biens essentiels et/ou en matériaux nécessaires à leur production. | L'accroissement de la concurrence mondiale pour l'accès aux produits thérapeutiques, aux équipements médicaux et à d'autre matériel essentiel augmente le risque d'espionnage et d'investissements étrangers prédateurs. | Les acteurs de la menace utilisent des moyens de renseignement technique et humain pour chercher à accéder à des savoir-faire brevetés, des données sensibles, des recherches scientifiques et des données sur la santé. | Les acteurs étrangers peuvent chercher à obtenir un accès privilégié aux médicaments, aux technologies, aux équipements ou à la propriété intellectuelle au moyen de licences et de droits, lesquels peuvent être utilisés abusivement pour refuser l'accès à d'autres et priver les Canadiens et Canadiennes des retombées des investissements du Canada en matière de recherche et de développement (R et D). |

Le SCRS a alors pris ces quatre composantes et a mis au point un « napperon » contenant tous les renseignements qu'il pouvait partager en toute sécurité dans un format non classifié pour sensibiliser les cibles du secteur privé.

« Nous avons créé un tableau énumérant les différentes entreprises et nous avons commencé à les scinder ».

Jeff dit que son bureau a contacté une vingtaine d'entreprises et d'institutions en tout. Ses homologues des bureaux régionaux de tout le pays en faisaient autant. Mais il dit que ce n'était pas facile. Nous étions bien sûr en plein milieu d'une pandémie mondiale. Il s'agissait d'enquêteurs du SCRS, travaillant depuis leur domicile, effectuant des appels téléphoniques et essayant de retracer des chefs de la direction d'entreprises et des chercheurs universitaires sans méfiance, dont beaucoup travaillaient également depuis leur domicile à l'époque et ne s'attendaient pas à recevoir un appel du SCRS.

« Il y avait beaucoup d'appels téléphoniques », dit Jeff en riant, « et quand vous les appelez, vous devez essayer de les convaincre que vous êtes celui que vous prétendez être. Ce qui, en 2020, est un peu plus difficile qu'il y a dix ans ».

Jeff dit qu'il y avait un autre obstacle, qui imposerait des changements majeurs dans la façon dont le SCRS fournirait ces renseignements sur la menace.

« Beaucoup de ces organismes comptaient une vingtaine de personnes que nous aurions aimé avoir dans ces exposés. Mais nous n'avons pas pu présenter ces renseignements personnellement en raison de la COVID-19. Donc, ce que nous devons faire, ce qui était vraiment nouveau pour le SCRS, c'était de tenir des sortes de "conférences numériques" ».

Ces webinaires allaient bientôt devenir pour le SCRS un élément essentiel de sensibilisation des secteurs vulnérables de la santé. À une époque où les rencontres en face à face étaient impossibles en raison de la pandémie, il y avait des avantages et des inconvénients à cette façon de procéder. Les webinaires, souvent organisés en collaboration avec le Centre canadien pour la cybersécurité, seraient un moyen plus répandu de faire passer le message plus rapidement à de multiples entreprises, laboratoires, chercheurs et parties prenantes, mais ils resteraient de manière permanente sur Internet.

« Ce fut un moment décisif pour nous », reconnaît M. Ouellette. « Nous sommes rapidement passés d'une organisation qui menait des conversations individuelles plus discrètes à une organisation plus importante qui organisait des webinaires avec un nombre de participants compris entre 100 et 200, qui les enregistrerait et les publiait sur YouTube. C'est quelque chose de nouveau pour nous. Nous sommes passés de A à Z en l'espace d'environ trois semaines ».

Selon M. Ouellette, ce moyen de diffuser des renseignements est également devenu un outil d'apprentissage.

« Le webinaire sur YouTube a permis à tous nos enquêteurs de savoir exactement ce qu'ils peuvent dire lorsqu'ils vont rencontrer des gens et jusqu'où ils peuvent aller lorsqu'ils parlent des menaces qui pèsent sur

les secteurs de la recherche biopharmaceutique et des sciences de la vie. Plus important encore, il a permis de diffuser ces renseignements cruciaux au plus grand nombre possible de chercheurs ».

Non seulement les webinaires étaient-ils nouveaux, mais les avertissements sur les médias sociaux l'étaient aussi. L'unité de communication du SCRS a rédigé une série de gazouillis destinés au secteur de la santé et au monde des affaires, dans l'espoir de rejoindre les entités que les enquêteurs auraient pu manquer.

« Nos enquêteurs sur le terrain pourraient présenter le fil Twitter et dire “regardez ce qui se passe déjà autour de nous” », déclare M. Ouellette, « ces entreprises ne sont pas des espions, elles ne sont pas militaires, ce sont des scientifiques et des chercheurs. Le fait de présenter les communications publiques que nous faisons a contribué à ouvrir des portes et à répondre aux appels téléphoniques ».

« Cela a certainement changé la donne pour nous », ajoute Jacqueline. « De nombreuses approches nouvelles ont été adoptées à ce sujet, avec des résultats plus que satisfaisants ».

Ces menaces n'étaient pas des paroles en l'air. Selon le SCRS, elles étaient réelles. Ils avaient des preuves. Le 16 juillet, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont pris une autre mesure audacieuse, en publiant une déclaration publique commune sur les activités de menaces russes.

Le Centre canadien de la sécurité des télécommunications (CST) et le Centre canadien pour la cybersécurité ont dit détenir des renseignements techniques confirmant que le groupe de pirates russes APT29, également connu sous les noms « Dukes » ou « Cozy Bear », opérant « presque certainement » pour le compte des services de renseignement de la Russie, était à l'origine des cyberactivités malveillantes menées contre les organismes spécialisés dans la recherche de vaccins. Il s'agit du même groupe à l'origine du piratage perpétré pendant la période préélectorale de 2016 aux États-Unis. Cette fois, les services de renseignement estimaient que ce groupe voulait dérober les renseignements et la propriété intellectuelle liés à la mise au point et au test de vaccins contre la COVID-19 au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Selon M. Ouellette, cette manœuvre du SCRS consistant à divulguer ces renseignements aux entreprises du secteur privé a porté ses fruits. Il affirme que plusieurs chercheurs ignoraient qu'ils faisaient l'objet d'un espionnage étranger. D'après M. Ouellette, ces renseignements étaient de nature à éviter des pertes énormes.

« C'était l'aspect le plus gratifiant de cette initiative. Dans l'ensemble, bon nombre de ces entreprises et chercheurs étaient étonnés de recevoir notre appel. Ils disaient par exemple “Je ne travaille pas pour la sécurité nationale, je suis un scientifique et je mène des études sur des vaccins. En quoi est-ce que cela concerne la géopolitique avec la Russie et la Chine?” Toutefois, à mesure que nous échangeons sur la question, ils commençaient visiblement à comprendre ».

Ces entreprises et instituts de recherche ont été contraints d'agir rapidement. Ils ont renforcé les mesures de cybersécurité et analysé les réseaux et les serveurs à la recherche de défaillances pour se protéger contre les attaques malveillantes. Ils sont également devenus plus vigilants, en améliorant le processus de contrôle en matière de recrutement de nouveaux chercheurs et d'établissement de partenariats d'investissement. Lorsqu'une menace était soupçonnée, ces chercheurs, scientifiques et responsables biopharmaceutiques appelaient leurs personnes-ressources au SCRS. Selon Alex, la résultante était la création de relations.

« À mesure que nous bâtissons cette relation de confiance, nos activités commencent à porter leurs fruits. Ils disaient par exemple, "vous savez quoi, j'ai été témoin de quelque chose d'assez curieux la semaine dernière, ou nous avons constaté une activité cybernétique inhabituelle". Ce type d'échange était très utile, dans la mesure où cela nous permettait de mener des enquêtes sur les menaces qui pèsent sur la sécurité du Canada ».

« Il s'agit d'une avancée assez importante pour le SCRS », déclare Greg Fyffe, ancien chef du Secrétariat de l'évaluation du renseignement et du Bureau du Conseil privé. « Ce qui importe évidemment pour le SCRS, c'est de savoir qu'il doit intervenir, faute de quoi les intérêts du Canada sont compromis », ajoute-t-il.

Selon M. Fyffe, le SCRS aurait été obligé d'analyser la décision cruciale de sortir de l'ombre pour prendre connaissance du danger.

« Existait-il un autre moyen d'alerter ces entreprises? À qui avons-nous affaire? » M. Fyffe déclare : « Le simple fait qu'une entreprise détienne de précieux renseignements publics que convoite un autre pays ne signifie pas que le chef de cette entreprise ou les personnes travaillant pour cette entreprise sont des citoyens et citoyennes canadiens ou qu'ils ne présentent pas un risque pour la sécurité, ou pourraient obtenir une habilitation de sécurité s'ils en avaient l'occasion. D'une certaine manière, vous avez affaire à des étrangers au milieu desquels pourraient figurer des personnes susceptibles de dire : "eh bien! Je connais des personnes qui voudraient réellement obtenir ces renseignements et seraient même prêtes à marchander pour l'avoir". Par conséquent, ils auraient dû analyser tous ces risques ».

« Il est facile de garder des renseignements secrets sur la base du besoin de savoir, en revanche, il est difficile de savoir quand les divulguer. Le but est d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible, même les personnes dont vous ne pouvez imaginer qu'elles pourraient vous aider. Vous devez essayer de trouver un moyen de contourner ces limites. Comment traiter ces renseignements de sorte qu'ils demeurent toujours convaincants pour les personnes qui les reçoivent, tout en évitant que des personnes mal intentionnées en prennent connaissance? »

Selon M. Fyffe, ce « visage public » du SCRS sera désormais plus visible à l'avenir.

« Il y a de plus en plus de menaces provenant d'acteurs étrangers. Le vol de la propriété intellectuelle, la désinformation, le vol de renseignements civils, militaires et gouvernementaux. Il n'y a aucun signe de

relâchement. Il s'ensuit que les organismes chargés de la sécurité doivent continuer de tisser des liens avec les organisations du secteur privé qui font l'objet d'attaques ».

M. Ouellette et son équipe reconnaissent qu'il y a eu des défis à relever et des courbes d'apprentissage pour faire place à ce changement et au lancement du Programme de liaison-recherche et de collaboration avec les intervenants.

« Nous avons tous travaillé ensemble dans tout le pays, dans des fuseaux horaires différents et sans jamais nous voir en personne, c'était particulier », déclare M. Ouellette. « Je pense qu'il est impérieux que notre présence soit davantage ressentie dans l'ensemble du pays et dans les différents secteurs de l'économie et de la société, lesquels nous ouvrent également de nouvelles perspectives que nous ne verrions peut-être pas autrement ».

« Beaucoup reste encore à faire pour s'assurer que chacun respecte son domaine d'activité et pour trouver un moyen de mieux coordonner les efforts », ajoute-t-il. « C'est comme construire un avion en plein vol, mais nous y parvenons ».

« Nous avons appris l'importance de la collaboration », déclare Alex. « Nous allons nous servir de cela pour nous améliorer. Je pense que nous pourrions renforcer davantage notre empreinte si nous collaborons avec le reste du gouvernement, en fonction du mandat et des capacités de chacun, pour apporter au public des réponses à ces enjeux. Je pense que nous serons plus forts en tant que gouvernement si nous travaillons ensemble ».

Le SCRS a considéré cette manœuvre comme une réussite.

« Je pense que nous avons joué un rôle décisif », affirme Jeff.

Ils estiment qu'en informant les entreprises et les organismes de recherche, ils peuvent contrecarrer les attaques. Ce changement n'est pas terminé, il reste encore à protéger le secteur de la santé, ainsi que les Canadiens et Canadiennes pendant cette pandémie en cours.

« Il s'agit de la prochaine étape », déclare Jacqueline. « Une synergie entre la chaîne d'approvisionnement, la distribution, la fabrication et la logistique, car nous savons que lorsque les fruits de la recherche seront prêts à être commercialisés et distribués aux Canadiens et Canadiennes, nous voulons nous assurer que toutes les personnes impliquées dans cette chaîne sont informées des risques, défaillances et menaces qui y pèsent. Nous voulons juste nous assurer qu'il n'y a ni interférence ni altération ou cybermenace dans la chaîne d'approvisionnement. Nous voulons nous assurer que les vaccins sont distribués », ajoute-t-elle.

« Je pense qu'il s'agissait d'un changement qui découlait de la nécessité de connaître l'activité de la menace pendant la pandémie de COVID-19, mais cela deviendra une habitude pour nous », déclare Alex. « Je pense qu'il s'agit de l'avenir du SCRS ».

